

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 29/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERDOLINI CARRIERES Ex CARRIERES DES CHENES

RN 517

BP 34

69330 Pusignan

Références : 20240116-RAP-DACA0044

Code AIOT : 0006100503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2024 dans l'établissement VERDOLINI CARRIERES Ex CARRIERES DES CHENES implanté GRANGENEUVE 26140 Andancette. L'inspection a été annoncée le 29/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERDOLINI CARRIERES Ex CARRIERES DES CHENES
- GRANGENEUVE 26140 Andancette
- Code AIOT : 0006100503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 01 avril 2009, la société VERDOLINI CARRIERES est autorisée à exploiter une carrière aux lieux-dits « Champ Bondant, Chataigner et Jouclas » sur le territoire de la commune d'ANDANCETTE, pour une superficie totale de 354 683 m² et une durée de 30 ans.

Par arrêté préfectoral du 27 mars 2013, la société est autorisée à modifier les conditions d'exploitation et la remise en état de sa carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- suivi de l'exploitation
- pollution des eaux
- plan de gestion des déchets d'extraction
- suivi des matériaux extérieurs utilisés pour le remblaiement de la carrière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/03/2013, article 3	lettre de suite	1 mois
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 7.8	lettre de suite	1 mois
11	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Code de l'environnement du 10/01/2024, article R541-43-1-II	lettre de suite	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/03/2013, article 2	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 11/09/1994, article 16bis	Sans objet
5	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 10.1	Sans objet
6	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 10.2	Sans objet
7	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 10.3.1	Sans objet
8	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 10.4.1	Sans objet
9	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 27/03/2013, article 7	Sans objet
10	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 27/03/2013, article Annexe 17bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La seule non conformité porte sur la non transmission des informations liées aux apports de déchets inertes en remblais dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments. Une observation porte sur le plan d'exploitation 2023 qui était en cours de réalisation à la date de l'inspection et qui n'a, par conséquent, pas pu être présenté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2013, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Données générales à l'autorisation
Prescription contrôlée : [...] Exploitation d'une carrière de sables et graviers – Superficie : 35,5 ha – rubrique 2510-1 Broyage, concassage, criblage, mélange de produits minéraux – Puissance : 816 kW – rubrique 2515-1 Station de transit de produits minéraux – Capacité de stockage : 20 000 m ³ – rubrique 2517-2 [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection l'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu de modifications notables des installations et que les puissances des installations restent les mêmes. En plus de l'installation de traitement fixe faisant l'objet d'une autorisation séparée, une campagne de 3 semaines – 1 mois est réalisée annuellement avec une installation de traitement mobile d'une puissance de 816 kW pour la partie granulats recyclés. Suite à la modification de la nomenclature sur la rubrique 2515 "traitement des matériaux et déchets inertes", la rubrique initialement 2515.1 relève de l'enregistrement sous la rubrique 2515-1a. Suite à la déclaration de changement d'exploitant du 14 septembre 2023, pour la reprise des activités de la société Carrière des Chênes par la SAS VERDOLINI Carrières, un arrêté préfectoral complémentaire de changement d'exploitant (n°20230920-DEC-DACA0897) a été établi par la préfecture le 11 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2013, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques de l'autorisation
Prescription contrôlée : [...] La cote (NGF) limite en profondeur est de 130 m hors d'eau et 116 m en eau. Les réserves estimées exploitables sont de 6 600 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée de 450 000 tonnes.
Constats : Les déclarations de production sur le logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREPE sont

les suivantes : 2020 : 200 000 tonnes 2021 : 255 000 tonnes 2022 : 244 000 tonnes L'exploitant indique que la production 2023 est estimée à 170 000 tonnes. La prescription sur la production maximale est donc respectée. Le plan d'exploitation 2023 permettant de vérifier les cotes limites en profondeur était en cours de réalisation.
Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de communiquer le plan d'exploitation 2023 dès que celui-ci sera finalisé afin de pouvoir déterminer les profondeurs d'extraction à sec et en eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 7.8
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : L'exploitant a présenté le plan d'exploitation 2022. Le plan 2023 est en cours de réalisation.
Observation n°2 : Il est demandé à l'exploitant de communiquer le plan d'exploitation 2023 dès que celui-ci sera finalisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : <p>Les déclarations sur le logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREP sur la quantité de stériles générés sont les suivantes : 0 tonne sur les années 2019 à 2022.</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction présenté date du mois d'août 2021 comporte les éléments attendus. Les granulats présentent une faible proportion de fines. Les fines générées sont utilisées dans la remise en état du site. Les boues sont réutilisées dans la remise en état après séchage. Il n'y a pas de réinjection des boues dans le plan d'eau. Les terres de découverte ont été mises en merlons.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de réviser le plan de gestion tous les 5 ans, soit en 2026 pour la prochaine révision.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres. [...]
Constats : Il n'y a actuellement pas de ravitaillement ou de stockage de liquides susceptibles de créer une pollution dans l'emprise de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : [...] La quantité annuelle d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 10 000 m ³ et ce pour un débit instantané maximal de 30 m ³ /h ; cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. L'installation de prélèvement sera munie d'un dispositif totaliseur agréé ; le relevé sera fait hebdomadairement, et les résultats seront inscrits sur un registre. Annuellement, l'exploitant fera part à l'inspecteur des installations classées au service en charge de la police du milieu de prélèvement, de ses consommations d'eau. [...]
Constats : Aucun prélèvement n'a été déclaré sur le logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREP pour les années 2019 à 2022. En effet, aucun prélèvement n'est actuellement réalisé sur la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 10.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)
Prescription contrôlée :

<p>I. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30°C - les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/L (norme NFT 90 105) ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/L (norme NFT 90 101) ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/L (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures, en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/L.</p> <p>II. Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point bas étant le plan d'eau, les eaux pluviales ruissellent naturellement vers ce point. Il n'y a actuellement pas de rejet canalisé d'eaux pluviales dans la carrière. De même, pour le moment, il n'y a pas de lavage des matériaux sur l'emprise de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 10.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux piézométriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des niveaux piézométriques sera réalisée une fois par mois dans deux piézomètres situés en amont et en aval du site suivant le plan joint en annexe n°6.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le tableau informatique de suivi mensuel des niveaux des deux piézomètres. Les fréquences de mesure sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Prévention des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2013, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 10.4.2 de l'arrêté préfectoral n°09-1168 du 1er avril 2009 sont remplacées par :</p> <p>« Un contrôle de la qualité des eaux souterraines sera effectué tous les ans dans les 2 piézomètres situés en amont et en aval du site et positionnés sur l'annexe n°6.</p> <p>Ce contrôle portera sur les paramètres suivants : le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les</p>

hydrocarbures, les sulfates (SO₄²⁻), le fer total (Fe), les métaux lourds, les chlorures, les fluorures, l'indice phénol, COT, PCB et HAP.

Les résultats du suivi piézométrique et des analyses d'eau seront tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées et du service en charge de la police de l'eau.

[...]

Les résultats des mesures relatives aux souterrains sont conservés par l'exploitant à minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement de la carrière. »

Constats :

L'exploitant a présenté le tableau informatique de suivi annuel de qualité des eaux souterraines ainsi que le rapport du 10/11/2023 (analyses du 04/10/2023). Il est constaté régulièrement un faible dépassement sur le paramètre Arsenic en amont et en aval et un léger dépassement ponctuel sur le paramètre Fer en amont. Cela peut être lié la nature géochimique du sous-sol, à la corrosion du piézomètre ou à une pollution située à l'amont de la carrière mais n'est pas en lien avec l'activité de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2013, article Annexe 17bis

Thème(s) : Risques chroniques, Prescriptions relatives au remblayage de la carrière

Prescription contrôlée :

1. L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux.

Ce plan permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au paragraphe 10.

[...]

7. Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type de déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

Les déchets apportés en faibles quantités seront acceptés à condition qu'ils appartiennent à la liste présentée au point 6.

[...]

10. L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque déchargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- les coordonnées du producteur du déchet ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- la référence du document préalable cité au paragraphe 7 ;
- le moyen de transport utilisé et son immatriculation ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mise en remblais sur la carrière ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la

réception ou le refus du déchet, sont conservés à minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement de la carrière. [...]
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations de quantités de matériaux entrants destinés à être remblayés sur le site sur le logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREPE sont les suivantes :</p> <p>2019 : 12 000 tonnes 2020 : 8 300 tonnes 2021 : 18 000 tonnes 2022 : 29 000 tonnes</p> <p>La nature de ces remblais est : terres et cailloux.</p> <p>Actuellement, il n'y a qu'une seule zone de verse côté est pour les matériaux de remblayage externes. La majorité des déchets inertes stockés proviennent de chantiers d'Eiffage.</p> <p>Un exemple de document d'admission préalable (DAP) est présenté. Il s'agit de celui du 30/08/2023 (valable 1 mois). Toutes les informations sont présentes. La gestion des DAP est réalisée à Pusignan.</p> <p>L'exploitant réalise un contrôle aléatoire trimestriel de la qualité des matériaux stockés en remblayage.</p> <p>L'exploitant possède un registre informatisé des matériaux extérieurs à la carrière utilisés en remblai. Les informations consignées dans le tableau sont conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/01/2024, article R541-43-1-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, TEX – Transmission au RNDTS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p>

<p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p> <p>Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p>
<p>Constats :</p> <p>Du fait d'une problématique d'interface entre le logiciel utilisé par l'exploitant et RNDTS, La transmission sur le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) n'a pas encore été mise en place.</p>
<p>Non-conformité n°1 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place la transmission des informations sur le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : lettre de suite</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>